

Genève, le 2 avril 2019

A Genève, les sans-abris n'ont toujours pas de perspective durable pour se sentir en sécurité la nuit. Les associations signataires dénoncent une situation intolérable qui se réitère chaque année, et ce malgré les interpellations régulières à nos élus depuis dix ans déjà (voir encadré). A chaque fin d'hiver, les deux abris de protection civile que la Ville de Genève met à disposition des sans-abris ferment. Une telle situation ne peut perdurer encore dans notre canton. Les associations sont unanimes : à l'instar de Lausanne, il faut trouver des solutions viables en remplaçant les abris de protection civile au profit d'alternatives pérennes et en surface.

Les abris PC, une solution provisoire... depuis 17 ans

La précarité ne s'estompe pas avec l'arrivée du printemps. La seule réponse apportée ne saurait donc se limiter à des dortoirs sous terre durant une période donnée. Un abri digne comme levier de toute forme d'insertion est une nécessité, afin de permettre à chacun-e de ne pas augmenter son seuil de vulnérabilité. Les multiples tensions vécues, chaque année, dans les abris de protection civile sont le symptôme d'une violence vécue au quotidien par des personnes sans perspectives d'avenir qui subissent une extrême précarité matérielle.

Pour la deuxième année consécutive, l'abri PC de Richemont « la succursale des HUG » reste ouvert pendant la période estivale. Certaines personnes y sont hébergées depuis une année et demie, alors que ces espaces sont prévus en cas de guerre ou de catastrophes naturelles. La situation socio-sanitaire de ces personnes nécessite qu'une réponse adaptée et digne soit proposée.

Les associations soussignées plaident pour privilégier un accès à un logement pour tou-te-s avec comme objectif de mettre en place ce que certains pays envisagent à présent, « le logement d'abord ». Une stratégie crédible doit être établie pour répondre à cette situation invivable. **Une telle problématique ne peut plus être portée uniquement par la Ville de Genève. L'ensemble des Communes et le Canton doivent impérativement prendre leurs responsabilités. Le soutien aux plus précaires passe par l'aide à la survie. Sans espoir de logement pérenne, il n'y pas de travail possible. Les deux sont intimement liés.** A ce titre, pour que se développe une véritable politique publique du logement pour tou-te-s à Genève, les associations plaident pour un décroisement des politiques entre le Canton et les Communes, et pour un partenariat renforcé entre les acteurs publics et associatifs.

Impacts physiques et psychiques

Les personnes sans-abri souffrent de multiples problématiques. Parmi les plus vulnérables à Genève, on compte notamment des familles avec enfants, des mineurs non-accompagnés, des personnes en souffrance physique et/ou psychique, des personnes âgées, etc. Certaines d'entre elles sont hébergées depuis une année et demie à l'abri PC de Richemont. Elles auraient besoin de soins et de lieux de vie adaptés à leurs différentes problématiques. Certaines personnes devraient avoir accès à des établissements médico-sociaux tant leur situation est grave, afin de vivre dignement ou finir leur vie paisiblement. Cela n'est pas le cas aujourd'hui. Il est inacceptable de confiner autant de personnes dans cet état dans les conditions actuelles.

Alors qu'il est très probable que l'hébergement des familles se fasse sous terre dès le 1^{er} mai prochain, plusieurs études démontrent que la vie en abri de protection civile est anxiogène et insoutenable. Améliorer les conditions de vie des personnes sans-abri est essentiellement un devoir moral et un enjeu majeur pour la cohésion sociale et la réputation de Genève.

En résumé

Les associations soussignées en appellent à une politique publique cohérente et à long terme dont la réflexion a déjà été initiée dans le sillage du « Rapport pauvreté » genevois (2016) et doit être fondée sur une vision systémique. Outre le développement du logement social, il est nécessaire :

- De mieux prévenir le risque de perte de logement pour les personnes en situation de précarité ;
- D'aménager des solutions adaptées aux besoins des personnes les plus vulnérables ;
- D'offrir aux plus précaires des perspectives viables leur permettant de s'affranchir du stress vécu dans les situations d'urgence sociale.

Le droit à un toit est fondamental. La sécurité minimale qu'il offre permet aux personnes vulnérables de se mobiliser pour d'autres préoccupations que celle de trouver un endroit où dormir au quotidien.

Par conséquent, les associations signataires, de par leur expertise des problématiques liées à la précarité, réclament un minimum de 400* places d'hébergements d'urgence en surface ouvert à l'année. Pour compléter ce dispositif, une Halte de Nuit devrait être créée sans délai.

Chacun-e a le droit à un toit :

En 2013 déjà, le collectif de la Genève Escamotée présentait un constat de la politique d'hébergement d'urgence et du logement social, afin de proposer des solutions concrètes pensées dans une perspective systémique et transversale :

- Des hébergements d'urgence à l'année pour toutes et tous dans des conditions dignes et avec des accès facilités ;
- Des dispositifs-passerelles pour permettre à toute personne en difficulté de sortir des lieux d'hébergement d'urgence le plus rapidement possible ;
- Une extension de l'offre de logement pour toutes et tous, avec des soutiens pour les personnes les plus démunies, en facilitant la mise à disposition de surfaces constructibles en vue de projets immobiliers à buts non spéculatifs (coopératives d'habitation, associations et fondations) ;
- Des mesures innovantes pour éviter que des locataires en difficulté économique ne perdent leur logement et se retrouvent à la rue.

« Le droit au logement est garanti. Toute personne dans le besoin a le droit d'être logée de manière appropriée. » Article 38 de la Constitution de la République et canton de Genève.

Associations signataires :

Armée du Salut, Bateau Genève, Caritas, Centre de la Roseraie, Centre social protestant, Espace Solidaire Pâquis, Le CARE, Première Ligne.

Pour tout complément d'information :

Dominique Froidevaux – directeur Caritas GE / 076 636 46 91

Alain Bolle – directeur CSP GE / 079 328 59 51

Valérie Spagna – directrice Accueil de Nuit de l'Armée du Salut / 079 931 77 33

*Durant le premier trimestre 2018, lors des grands froids 400 personnes ont été dénombrées dans divers lieux d'hébergements de fortune.